

Seem
A3
→
Edris
R. Hant
Njeamou
B. Picm

M. Abroded

Le Liban à l'assaut de la « montagne » de déchets de Saïda

La décharge pollue depuis quarante ans la ville côtière et ses fonds marins

Reportage

Saïda (Liban)
Envoyée spéciale

A l'entrée du port de Saïda, ville côtière de 250 000 habitants située au sud de Beyrouth, des pêcheurs installés derrière leurs étals hêlent le client. Nazih Sonbol, lui, a déjà fini sa journée. Epuisé par sa sortie en mer, il égrène, en ce mois d'octobre, la même plainte que ses collègues : « Les nasses se remplissent de sacs en plastique, les filets cassent sous le poids des déchets, le poisson se raréfie tant les fonds marins sont pollués par les immondices. » La source de ces malheurs ? La « montagne » de débris, le plus grand dépotoir à ciel ouvert du Liban, qui borde le littoral. A quelques centaines de mètres au sud du cœur historique de Saïda, voilà près de quarante ans que cette décharge contamine la mer et ses ressources.

Mais Nazih Sonbol, numéro 2 du syndicat des pêcheurs de la ville, se veut optimiste : la réhabilitation de ce dépotoir sauvage, devenu le symbole de l'incurie environnementale au Liban, a enfin démarré. Supervisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le projet est réalisé par Suez. Environnement et

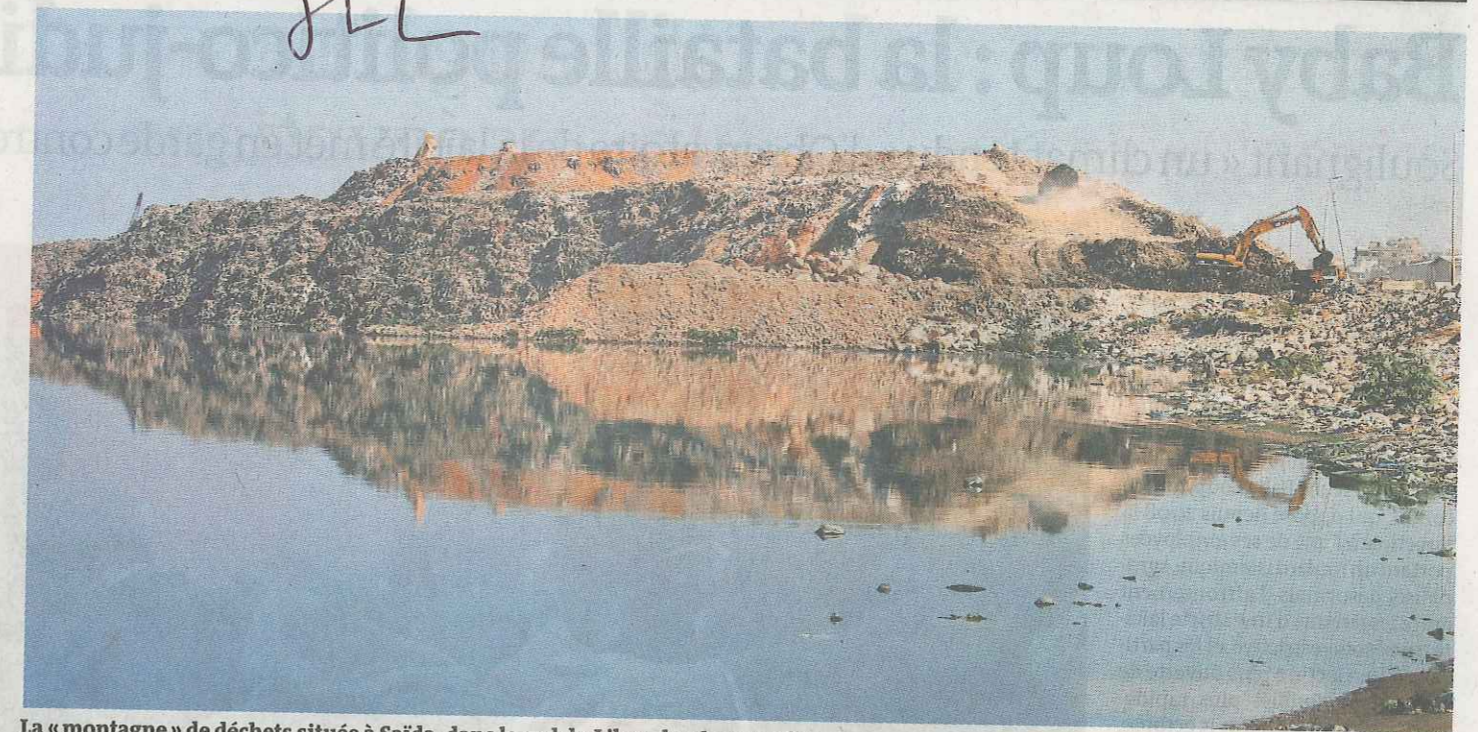
Al-Jihad for Commerce and Contracting, une entreprise libanaise.

Quand les pêcheurs se dirigent vers les eaux de Zahrani, plus au sud, ils aperçoivent toujours la montagne à ordures qui en était arrivée à voler la vedette au château de la mer de Saïda du XIII^e siècle, ou au vieux souk. Mais le dépotoir, qui atteignait, avant l'été, 50 mètres de hauteur, a fondu de moitié. La montagne, au volume estimé entre 600 000 et 1 000 000 m³, a « fermé » : les petits chiffonniers qui y opéraient ont disparu. D'autres hommes s'affairent désormais sur le site. « Nous

Le projet, qui prévoit l'assainissement du site et de la mer, ainsi que la création d'un jardin public, devrait être achevé fin 2015

avons identifié les déchets et séparé les parties les plus anciennes, inertes et stables, des parties organiques, toujours actives », explique Nicolas Gharib, chef de projet du PNUD à Saïda.

Le premier des trois modules qui doivent composer la décharge



La « montagne » de déchets située à Saïda, dans le sud du Liban, le 26 septembre. ALI HASHISHO/REUTERS

sanitaire est presque achevé : dès la fin octobre, il devrait accueillir des déchets organiques, sur une surface de 15 000 m², avant d'être recouvert. A quelques mètres, une tannerie dégage une odeur insoutenable : elle sera bientôt relocalisée.

Le coût de la réhabilitation est estimé à 25 millions de dollars (18,5 millions d'euros). Le projet, qui prévoit l'assainissement du site et de la mer, ainsi que la création d'un jardin public, devrait être achevé fin 2015. De l'autre côté de la décharge, une petite usine de traitement assure le tri des déchets, qui sera complété par des examens en laboratoire. « Près de 60 % du monticule est constitué de déchets de chantiers », explique M. Gharib. Après traitement, ils seront jetés en mer pour servir de remblais, qui rejoindra le brise-lames que la municipalité vient d'ériger.

Officiellement, ce mur doit freiner l'éparpillement des déchets dans la mer de Saïda – jusqu'à Chypre, on se plaignait du flux d'immondices porté par les courants. Mais il est aussi la clef de voûte du site de loisirs que la ville compte développer autour de l'ancien dépotoir.

Nazih Sonbol vit ce projet comme une sorte de résurrection : « Les zones de ponte étaient abîmées par les déchets. Désormais, les fonds seront plus propices à la reproduction des poissons. »

Tous les habitants ne l'entendent pas de cette oreille : des défenseurs de l'environnement dénoncent, dans le projet de remblayage de la mer, un risque d'extinction du plancton et d'érosion des plages voisines. « Rien ne peut être pire que le désastre écologique qui a gangrené la ville pendant des

décennies », rétorque Mohammed Saudi, président de la municipalité de Saïda, qui a également lancé la construction d'un port commercial. La « montagne » était une véritable nuisance : elle s'effondrait en mer au gré des intempéries, et les feux qui y prenaient fréquemment rendaient l'air irrespirable.

La réhabilitation de la décharge sauvage a fait l'objet de discussions sans issue pendant des années. Minée par les querelles politiques, les disputes financières et le rejet des responsabilités entre autorités centrales et locales, sa transformation semblait impossible. Avant que le projet du PNUD n'emporte l'adhésion du gouvernement libanais, rapporte Edgard Chehab, représentant adjoint de l'agence au Liban.

Pour que la « montagne » ne devienne plus le lieu de déverse-

ment des déchets de Saïda et d'une quinzaine de municipalités alentour, il aura aussi fallu la mise en fonction, fin 2012 – laborieuse, cela a pris plusieurs années –, d'une usine de traitement privée. Ultramoderne, elle traite près de 200 tonnes par jour, au sud du site.

Les pêcheurs vont-ils cesser de ramasser des sacs en plastique dans leurs filets ? Rien n'est moins sûr : les plages de Saïda semblent condamnées, sans campagne environnementale, à être encore souillées par les déchets que laissent les baigneurs. Et, pour que le poisson local retrouve ses lettres de noblesse, il faudra aussi que les eaux stagnantes, au pied de la « montagne », cessent d'être alimentées par le déversement des égouts. ■

LAURE STEPHAN